



Pour nos salaires, le service public,
relançons l'action !

Le 8 janvier dernier, lors de sa venue aux ateliers RER de Rueil, le Premier Ministre prononçait un discours sur le plan de relance du gouvernement dans le domaine des transports collectifs de voyageurs et ses implications pour la RATP.

Alors que le pays est confronté à la

crise et à une hausse du chômage sans précédent, la RATP fait le choix du modèle privé et des stratégies financières aujourd'hui en accusation. Elle maintient son cap d'une productivité destructrice d'emploi afin de dégager des moyens pour s'engager dans un partenariat avec VEOLIA.

Ces choix politiques, contraires à l'essence même du service public, sont emblématiques d'un capitalisme qui prend possession des outils industriels pour faire un maximum d'argent en un minimum de temps !

Rien pour le service public !

Face à la situation d'urgence, l'entreprise publique RATP se doit de montrer l'exemple. Son statut ne peut la conduire à agir comme les banquiers et autres industriels de l'automobile qui, après avoir empoché les aides de l'Etat, peaufinent leur plan de licenciements.

Aussi est-il scandaleux que dans la situation actuelle la direction ait pu créer en Asie une société commune avec VEOLIA, notre "concurrent" en Île de France. Pour cela, la RATP s'est mise en capacité de dégager 34 M€ de droits d'entrée à mettre "dans la corbeille de la mariée" puis 100 M€ sur 5 ans. C'est, entre autres, ce type d'opérations qui est à l'origine de la productivité sur les effectifs.

Cela consiste, depuis des années, à opérer des coupes sombres dans l'EPIC (RATP Île-de-France) pour dégager les moyens d'investir dans les filiales RATP (dont RATP Développement).

Les fonds affectés pour le développement externe vont être revus à la hausse. Comme si cela ne suffisait pas, pour dynamiser les spéculations financières, la révision budgétaire fait sortir 70 M€ pour les opérations hors Île de France au lieu de 60 M€, quand les 51 M€ prévus pour la rénovation du matériel ferroviaire baissent à 41 M€ !

Rappelons-nous que c'est le besoin de fonds pour le développement qui a justifié "l'ouverture du capital" (c'est-à-dire : *privatisé*) des entreprises publiques comme EDF ou La Poste !

Les 34 M€ nécessaires au partenariat avec VEOLIA /Asie représentent l'équivalent de 600 emplois. Ainsi, ce sont les dégradations de nos conditions de travail que nous subissons au quotidien qui permettent les investissements financiers dans différents partenariats privés.

Rien pour l'emploi !

Selon le Chef de l'Etat le plan doit servir l'emploi et l'industrie mais la RATP fait le choix de maintenir la productivité inscrite au plan d'entreprise 2008/2012. En confirmant ces orientations, la RATP valide la suppression de 600 emplois 2009 (*qui s'ajoutent aux 400 supprimés en 2008 et aux 482 en 2007*). Curieuse démarche quand on constate que le trafic a progressé de +6% en 2008 (*soit +300 000 voyageurs / jour*) et que pour 2009 la RATP reste sur une progression de 1,5% acté dans son contrat avec le STIF !

Dès lors, quid des conditions de travail pour les agents et des conditions de transports pour les usagers ?

Il ne faudrait pas que la direction compte sur la loi TEPA (*Travail, Emploi, Pouvoir d'Achat*) qu'elle a mis en place sans concertation pour honorer les termes de son contrat. Cette loi est montrée du doigt par les syndicats qui en dénoncent les effets pervers (*la CGT en demande l'abrogation*). En effet, cette loi qui prévoit l'exonération des cotisations sociales (*E 4 milliards d'€ en 2008*) pour les heures supplémentaires, fragilise l'emploi. À la RATP, il est déjà proposé aux agents de certains secteurs de renoncer à leurs jours RTT contre une rémunération détaxée et défiscalisée. Tout bénéfice pour... l'entreprise. Mais pour la relance de l'emploi, faudra repasser !

Rien pour les salaires !

Les pouvoirs publics assurent qu'ils n'ont pas le pouvoir de décider des salaires et renvoient à des négociations avec le patronat. Face à cette position, l'Etat oublie un peu vite qu'en tant que patron il peut agir sur 20% de l'emploi en France. De même, la puissance publique a d'énormes responsabilités sur la politique salariale d'entreprises dont elle est actionnaire (Renault, EADS, France Telecom, Air France) ou encore propriétaire comme la RATP.

Alors que le coût de la vie explose, la

direction maintient le cap sur les salaires qui prévoit 1,5 % d'augmentation par an pendant 3 ans, soit en année pleine moins de 0,5%. Cette quasi stagnation de la valeur du point paye est une insulte faite aux 45 000 salariés qui chaque jour œuvrent pour maintenir le haut niveau de performance de l'entreprise publique que le monde entier reconnaît. Depuis plus de 20 ans, la masse salariale n'a cessé de se creuser par rapport au chiffre d'affaire RATP.

Cette politique voulue par la direction, et soutenue par le gouvernement, non seulement détruit l'emploi, détériore nos conditions de travail, limite nos augmentations de salaires à des niveaux scandaleusement bas, mais surtout prépare la privatisation de l'entreprise publique RATP.

**LA SOLUTION C'EST L'ACTION TOUS
ENSEMBLE LE 19 MARS 2009 !**

09.03.2009